



Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE ET REDACTIONNEL DE
LA PROCEDURE DE DUP DE L'ILOT CLEMENCEAU, AU TITRE DE L'ORCOD-IN DU VAL FOURRE A MANTES -LA-
JOLIE (78)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Nomenclature communautaire (CPV) :

79411000-8 - Services de conseil en gestion générale

CHAPITRE I :	GENERALITES.....	4
ARTICLE 1 :	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1.	<i>Objet du marché</i>	4
ARTICLE 2 :	NATURE ET MONTANT DU MARCHÉ.....	4
2.1.	<i>Nature</i>	4
2.2.	<i>Forme du marché</i>	4
ARTICLE 3 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3.1.	<i>Pièces particulières par ordre de priorité décroissant : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAP PI)</i>	5
	<i>Pièces générales</i>	5
3.2.	<i>Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles</i>	6
ARTICLE 4 :	SOUS-TRAITANCE.....	6
4.1.	<i>Généralités</i>	6
4.2.	<i>Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché</i>	6
4.3.	<i>Demande de sous-traitance présentée en cours de marché</i>	7
CHAPITRE II :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 5 :	DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION.....	8
5.1	<i>Durée du marché</i>	8
5.2	<i>Délais d'exécution</i>	8
ARTICLE 6 :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1	<i>Contenu des prestations</i>	8
6.2	<i>Prolongation du délai d'intervention</i>	8
6.3	<i>Remise des livrables</i>	8
ARTICLE 7 :	CLAUSES DEVELOPPEMENT DURABLE.....	8
7.1	<i>Clause environnementale</i>	8
ARTICLE 8 :	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES.....	9
8.1	<i>Information et moyens d'exécution</i>	9
8.2	<i>Obligation du titulaire – Equipe</i>	9
8.3	<i>Obligation de confidentialité</i>	10
8.4	<i>Lieux d'intervention</i>	11
8.5	<i>Obligation de résultat</i>	11
ARTICLE 9 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	11
9.1	<i>Généralités</i>	11
9.2	<i>Responsabilité relative à la conduite des prestations</i>	11
9.3	<i>Mise en régie</i>	11
CHAPITRE III :	CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES	12
ARTICLE 10 :	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS.....	12
10.1	<i>Forme des prix</i>	12
10.2	<i>Révisions des prix</i>	13
10.3	<i>Taxe à la valeur ajoutée</i>	14
10.4	<i>Paieement des sous-traitants</i>	14
ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	15
11.1	<i>Les acomptes</i>	15
11.2	<i>Paieement</i>	15
11.3	<i>Intérêts moratoires</i>	15
11.4	<i>Facturation</i>	16
ARTICLE 12 :	VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT.....	17
ARTICLE 13 :	PENALITES.....	17
13.1	<i>Généralités</i>	17
13.2	<i>Pénalités pour retard</i>	17
13.3	<i>Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire</i>	18
13.4	<i>Pénalités pour travail dissimulé</i>	18
13.5	<i>Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale</i>	18
CHAPITRE IV :	RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE.....	19

ARTICLE 14 :	RESILIATION	19
A.	RESILIATION POUR FAUTE	19
B.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	19
ARTICLE 15 :	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 16 :	ACHEVEMENT DE LA MISSION	20
ARTICLE 17 :	REGLEMENT DES LITIGES	20
ARTICLE 18 :	ASSURANCE	20
ARTICLE 19 :	MODIFICATIONS DU MARCHE	20
CHAPITRE V :	CLAUSES DIVERSES	22
ARTICLE 20 :	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	22
20.1	<i>Non-validité partielle</i>	22
20.2	<i>Référence</i>	22
20.3	<i>Annexes au marché</i>	22
20.4	<i>Langue</i>	22
20.5	<i>Droit de propriété industrielle et intellectuelle</i>	22
ARTICLE 21 :	RGPD.....	22
ARTICLE 22 :	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement juridique et rédactionnel de la procédure de DUP de l'ilot Clemenceau, au titre de l'ORCOD-IN du Val Fourré à Mantes-la-Jolie (78).

ARTICLE 2 : NATURE ET MONTANT DU MARCHE

2.1. Nature

Sauf stipulations contraires mentionnées ci-après, le marché est soumis aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021.

2.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché à prix mixte, composé :

- D'une part à **prix global et forfaitaire**, en application de l'article R2112-6-2° du Code de la commande publique, concernant les prestations suivantes :
 - Cadrage de la stratégie ;
 - Accompagnement sur le volet juridique et rédactionnel de la DUP Clémenceau.
- D'une part du marché à **prix unitaires** en application de l'article R2112-6-1° du code de la commande publique, concernant la prestation suivante :
 - Accompagnement juridique ponctuel, en lien avec la mise en œuvre de l'opération d'aménagement.

La part à prix unitaires sera exécutée par émission de bons de commande en application de l'article R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il n'y a pas de montant minimum.

Le montant maximum des prestations à prix unitaire est de **10 000 € HT pour toute la durée du marché (4 ans)**.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

3.1. Pièces particulières par ordre de priorité décroissant : (par dérogation à l'article 4.1 du CCAP PI)

- L'Acte d'Engagement ainsi que son annexe RGPD,
- La pièce financière (DPGF / DQE valant BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le mémoire technique / cadre de réponse renseigné et ses annexes,
- Les actes spéciaux de sous-traitance antérieurs ou postérieurs à la notification du marché
- Les éventuels avenants,

L'exemplaire de l'acte d'engagement, du B.P.U du C.C.T.P., du C.C.A.P., et du mémoire méthodologique de chaque titulaire conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seul foi.

Pièces générales

- Le Code de la commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales ;

Nota : Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.

Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. Il appartiendra au titulaire d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications éventuelles dues à une évolution de la réglementation actuelle en vigueur. En cas de changement de la réglementation actuelle par décret, loi, arrêté, le titulaire sera tenu d'en tenir compte et de l'appliquer. Il devra en avertir le maître d'ouvrage si celui-ci n'a pas eu connaissance du changement. Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels règlementant son cadre juridique et les règles de l'art de sa profession. **En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.**

3.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.
- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.
- Les bons de commandes peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

4.1. Généralités

Conformément aux L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. **Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.** Un [nouveau formulaire](#) de DC4 est applicable depuis le 1er janvier 2024. Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

4.2. Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, le soumissionnaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum :

- La nature des prestations pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

Nota : la notification du marché emporte acceptation des sous-traitants présentés en cours de consultation et agrément de ses conditions de paiements.

4.3. Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus, conformément aux dispositions des articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes. Conformément à l'article R 2193-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 21 jours pour accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Le présent délai commence à courir à compter de la réception complète des documents indiqués ci-avant. Ce délai est suspendu en cas de demande de précisions/compléments formulées par le pouvoir adjudicateur et ce jusqu'à la réception des précisions et/ou compléments attendus. L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Nota : la notification du présent marché emporte acceptation des sous-traitants présentés en cours de consultation et agrément de ses conditions de paiements.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de **quatre (4) ans**. Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché **chaque année à la date d'anniversaire de la notification du marché**, sans indemnité sous réserve d'une information préalable par courrier au titulaire deux mois avant l'échéance du marché.

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du présent marché sont indiqués au C.C.T.P.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Contenu des prestations

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont définies au C.C.T.P.

6.2 Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt la personne responsable du marché afin que les mesures à prendre pour remédier à cette situation temporaire soient examinées d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

6.3 Remise des livrables

Les documents devront être remis en nombre d'exemplaires papiers et en support informatique selon le tableau des livrables en annexe. Les documents sont remis par le titulaire au Pouvoir Adjudicateur pour vérification et réception. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée. Tout document sera transmis par voie d'email en format modifiable et en format PDF.

ARTICLE 7 : CLAUSES DEVELOPPEMENT DURABLE

7.1 Clause environnementale

Dans le cadre de l'exécution des marchés, les titulaires s'engagent à se conformer aux obligations environnementales suivantes :

- optimisation dans la mesure du possible du poids des documents produits et de **privilégier l'usage de serveurs partagés** via un « cloud » ou par un service de transferts de fichiers type « WeTransfer » plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails

- adoption de **pratiques écologiques** : **compresser** les documents avant envoi, **éteindre** les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, **impression responsable** : encre végétale, privilégier le noir et blanc, éviter les aplats de couleur inutiles ; pour **l'envoi de courriers** : recours à des produits de papeterie et du papier labellisé et/ou comprenant des fibres recyclées (Ecolabel Européen, Ange bleu, PEFC, FSC ou équivalent) ;
- **pour se déplacer** : le titulaire est invité à **privilégier les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun** (clause incitative). Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus. L'utilisation de véhicule à faible émission ou relevant de la vignette Crit'Air1 n'est pas imposée.

ARTICLE 8 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

8.1 Information et moyens d'exécution

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché. Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

8.2 Obligation du titulaire – Equipe

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, **le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément désignés et identifiés dans son cadre de réponse / mémoire technique**. Après notification du marché, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, conformément au **cadre de réponse / mémoire technique**, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'il doit impérativement respecter les profils, expériences et compétences affichées - en indiquant le détail des attributions, de leur niveau et des rôles respectifs des collaborateurs. Si le titulaire est constitué sous la forme d'un groupement, le **mandataire** est obligatoirement un « **prestataire montage / aménagement** », par application de l'article R2142-27 du Code de la commande publique permettant une telle faculté.

Le **référént** désigné dans le cadre de réponse du titulaire est chargé du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché ou de la fraction de marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire veillera à assurer la stabilité de l'équipe présentée à l'EPFIF dans les conditions définies ci-après.

Au cas où le remplacement du référent ou d'un membre de l'équipe s'avère néanmoins nécessaire, le titulaire veillera à le remplacer dans les conditions visées ci-après. Si les membres de l'équipe dédiée ne sont plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit :

- en informer **sans délai par courriel** l'acheteur **avant le départ effectif** du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un **remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes** et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un **délai de 15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le **délai de trente jours calendaires** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est **motivée**. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG PI. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article **39** du CCAG PI (**résiliation pour faute du titulaire**).

Outre la demande formulée par le titulaire, les **modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées** à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant. Le titulaire devra alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Il transmet le CV de ce remplaçant (par tous moyens opposables). Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, **quinze (15) calendaires jours** minimum **avant le départ effectif** de chaque intervenant remplace, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
- joignant les curriculums vitae de chacun des intervenants concernés

L'EPFIF peut **récuser ou accepter** la nouvelle composition de(s) l'/des équipe(s).

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel ou ses intervenants qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement. Le silence de l'EPFIF dans un délai de 10 jours ouvrés après réception de la l'information vaut acceptation du remplaçant.

8.3 Obligation de confidentialité

Chaque titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution des accords-cadres, dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI. Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

Chaque titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du marché. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord de l'EPFIF. Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures adéquates pour assurer la confidentialité des informations auxquelles il a accès. L'EPFIF s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

8.4 Lieux d'intervention

Les interventions seront réalisées dans les locaux de l'EPFIF, dans la Ville de Mantes-la-Jolie, notamment dans le quartier du Val Fourré et dans la copropriété CCM2, et en tous lieux complémentaires nécessitant la réalisation de la mission.

8.5 Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à la parfaite exécution de son marché.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES DU TITULAIRE

9.1 Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

9.2 Responsabilité relative à la conduite des prestations

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre. La passation des consignes entre l'ancien coordonnateur et le nouveau est à la charge du titulaire.

9.3 Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

CHAPITRE III :CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 10 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

10.1 Forme des prix

Les prix proposés doivent couvrir toutes les charges et les dépenses de l'entreprise indiquées dans la pièce financière (DPGF /DQE valant BPU) et le C.C.T.P.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois mo fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations incluant tous les frais, charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix s'entendent :

- Forfaitaires et unitaires,
- révisables,
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

S'agissant des bons de commandes :

Les prestations faisant l'objet de la partie à bons de commande sont réglées sur la base des prix indiqués aux bordereaux des prix unitaires (BPU). Lesdites prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Toutefois, les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la période de validité du marché public conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

L'exécution du bon de commande après l'échéance du terme du marché public ne fait pas obstacle à l'exigibilité des prestations commandées dès lors que le bon de commande a été émis et notifié pendant la période de validité du marché public. L'échéance du terme n'a donc aucune incidence sur l'exécution des bons de commande en cours.

Ils seront émis sur la base des prix unitaires indiqués (fermes pour la première année) dans le DQE valant BPU lors de l'établissement du marché concerné, appliqués aux quantités réellement commandées. Les prix proposés par le titulaire comprennent toutes les sujétions relatives aux contraintes de temps, horaire, de lieux, ainsi que les frais de secrétariat, de déplacements et les frais annexes liés à l'exécution. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Chaque bon de commande précisera :

- ⇒ Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- ⇒ Le numéro du marché ;
- ⇒ Le numéro du bon de commande ;
- ⇒ Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- ⇒ Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- ⇒ Le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;
- ⇒ Les délais de procédures ou la date de réalisation de la prestation ;
- ⇒ L'adresse du service où envoyer la facture ;
- ⇒ La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande

Des demandes de devis seront formulées, notamment, lorsqu'il y a un doute sur le dimensionnement, le contenu de la commande ou alors, lorsqu'il s'agit d'une prestation dont le prix ne figure pas au bordereau des prix unitaires (admis à titre dérogatoire et exceptionnel pour ce dernier cas de figure).

Mais ce préalable n'est pas une étape obligatoire ; un bon de commande faisant une application simple du bordereau des prix unitaires pourra suffire à acter une commande à attribuer auprès du titulaire, sans pour autant qu'un devis ait été formalisé au préalable. **Ce devis sera soumis, préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable du marché.**

En cas de besoin récurrent, les parties procéderont par avenant en application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

10.2 Révisions des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'avril 2026 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Pour la première année d'exécution du marché, les prix sont fermes. Pour chaque période suivante, les prix seront révisés à la date anniversaire de notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes pour la période considérée. L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice CPF 71.1 – Services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique / Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766387, paru/publié à l'INSEE. En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

Les prix seront révisibles chaque année, établissant ainsi de nouveaux prix.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$\underline{C} = 0,125 + 0,875 * I_m/I_o$$

Dans laquelle :

- ⇒ Io : indice du mois mo (**dernier indice publié** à la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement, soit **avril 2026**) ;
- ⇒ In : indice INSEE **publié** au mois m (**dernier indice publié** la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix).

10.3 Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

10.4 Paiement des sous-traitants

Désignation des sous-traitants

Les dispositions du code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Lors de la remise de l'offre, les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par l'EPPFIF et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande, dans les huit jours. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation huit jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché.

Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traités ; mois des prestations sous-traitées ;

- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

11.1 Les acomptes

En cours d'exécution de chaque bon de commande, le titulaire du présent marché pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, **tous les trois mois**, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Toutefois, lorsque le titulaire du présent marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au **sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique**, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise **tous les mois** au pouvoir adjudicateur **sur demande du titulaire du marché** et sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans le/les bon(s) de commande.

11.2 Paiement

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique. Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article R2192-12 du Code de la commande publique. Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

11.3 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément à l'article R2192-31, « le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. ». Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité

forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

11.4 Facturation

Les prestations seront facturées à l'issue de leur exécution.

Les sommes dues en exécution du présent marché feront l'objet de demandes de paiement présentées par le titulaire, après service fait et jugé conforme.

Conformément à l'article D2192-2 du CCP, le titulaire devra établir ses factures avec, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur (n° Siret et adresse du créancier) et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande le cas échéant, les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable de l'EPFIF ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification MO pour le présent marché ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix hors taxes des prestations réalisées ;
- 9° Le montant total de la facture (le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement), le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'absence de ces informations entrainera un retour des factures auprès de l'attributaire avec information du tiers.

Conformément à l'article R2192-3 du CCP, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ». Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>. Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code MO ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement (**le numéro de l'engagement indiqué sur le bon de commande ex : BC2026...**).

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

ARTICLE 12 : VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT

En application de l'article 28 du C.C.A.G-P.I., la décision par le pouvoir adjudicateur de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la remise des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G-P.I. (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément demandé dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la résiliation pour faute du marché. En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 13 : PENALITES

13.1 Généralités

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPIF et notifiées au titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G-P.I., aucun plafond de pénalité n'est retenu. En sus et par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-P.I., les pénalités sont appliquées au premier euro (absence d'exonération).

13.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G PI, la pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

13.3 Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire

En cas d'absence aux réunions, les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 euros par absence sera appliquée.

13.4 Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

13.5 Pénalités pour non-respect des obligations en matière environnementale

En cas de manquement aux obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par manquement.

CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE

ARTICLE 14 : RESILIATION

a. Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues aux articles 39 et suivants du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquements répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés ;
- Manquements répétés concernant les obligations en matière environnementale ;

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

Nota : la liste énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.

b. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 15 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions / phases techniques.

ARTICLE 16 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 36 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 17 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Versailles
56, avenue de Saint-Cloud
780111 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable. Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

ARTICLE 18 : ASSURANCE

Il est prévu dans le délai indiqué dans le courrier d'attribution et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie. Conformément à l'article 9 du CCAG PI, en cours d'exécution du marché, il pourra être demandé au titulaire de fournir l'attestation d'assurance dans les 15 jours.

ARTICLE 19 : MODIFICATIONS DU MARCHE

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;

- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

20.1 Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

20.2 Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

20.3 Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

20.4 Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

20.5 Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément aux dispositions de l'article 35 du CCAG PI, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre des accords-cadres et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ces derniers.

ARTICLE 21 : RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché;

- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences « du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance du présent marché, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G.-P.I.
Ordre des pièces contractuelles	Art. 3	Art. 4.1
Sous-traitance	Art. 10.4	Art.3.6.3
Pénalités	Art. 13.1	Art 14.1.2 & 1.3
Pénalités	Art. 13.2	Art. 14.1.1
Résiliation	Art.14	Art. 40